

ACQUISITION D'UN CALORIMETRE ISOTHERME ET DES SERVICES ASSOCIES

MARCHÉ N°2025CYCPU0F42

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Pouvoir Adjudicateur :

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'université,
Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;
- Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

- CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;
- Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 – Objet du marché et caractéristiques techniques requises

Le Laboratoire de Mécanique et Matériaux du Génie Civil (L2MGC) souhaite acquérir un calorimètre isotherme.

- **Principales caractéristiques techniques requises**

Offre de base (matériel neuf) :

Le L2MGC de CY Cergy Paris Université souhaite acquérir un calorimètre isotherme afin de mesurer la chaleur générée par la réaction chimique entre l'eau (ou une solution) et une poudre (ciment ou autre), sous température constante, entre 5 et 90°C. Les principaux matériaux analysés sont des pâtes et coulis de ciment, nouveaux liants et matériaux géopolymères.

Le titulaire doit également fournir un logiciel d'acquisition et de traitement de données, ergonomique et facile d'utilisation.

- **Matériel :**

L'appareil doit proposer :

- Huit cellules de mesure (possédant chacune une référence) et accueillant des ampoules de mesure de 20mL.
- Un kit de démarrage contenant deux lots d'ampoules 20mL en verre et en plastique.
- Un système de mise en place des ampoules dans l'appareil.
- 2 mélangeurs internes motorisés, couplés à un système d'introduction des solutions in-situ, pour suivre la réaction dès le début du mélange, adaptés aux ampoules en verre.

- **Caractéristiques du logiciel :**

- Le logiciel doit permettre le pilotage de l'appareil, l'acquisition et le traitement de données, et la génération de rapport d'analyses et l'export des données d'analyse.
- Le logiciel de traitement de données doit être multipostes.

- **Services**

Les services attendus sont :

1. La livraison, l'installation et la mise en service du matériel.

Le titulaire s'engage à livrer, à installer et à mettre en service le matériel commandé au 1er trimestre 2026. Le candidat peut proposer un délai plus court qui deviendra contractuel à la notification du marché.

La livraison du matériel et sa mise en service se feront uniquement sur rendez-vous.

La livraison s'effectuera à l'adresse suivante :

Laboratoire de Mécanique et Matériaux du Génie Civil (L2MGC)

5 mail Gay LUSSAC - Neuville sur-Oise

95031 Cergy-Pontoise cedex

Tel : 01.34.25.69.45

La livraison se fera franco de port et d'emballage.

2. La fourniture d'une notice technique détaillée et des références et tarifs des pièces détachées.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison une notice technique détaillée de l'appareil, rédigée en français, permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct de l'appareil.

Le titulaire s'engage à fournir des références et tarifs des pièces détachées et accessoires nécessaires à la maintenance, qui sera réalisé par les services de l'université.

Celle-ci sera fournie sans supplément de prix.

3. Formation sur site

Le titulaire s'engage également à assurer une session de formation à l'utilisation de l'équipement. Cette formation doit permettre l'accès à 3 utilisateurs minimum.

4. Une garantie d'au moins 1 an pièces, main d'œuvre et déplacement.

Une garantie d'au moins 1 an, pièces, main d'œuvre et déplacement est demandée pour le matériel.

L'offre du titulaire peut prévoir une durée de garantie plus importante, qui deviendra contractuelle à l'acceptation de son offre.

Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission du matériel.

Si nécessaire, l'établissement se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-4 du Code, relatif aux livraisons complémentaires.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de livraison, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces

opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

En complément de l'article 33 du CCAG-FCS, le matériel est garanti contre tout vice de fabrication, ou défaut de matière caché, c'est-à-dire inapparente à première vue lors de la livraison, au sens de l'article 1641 du Code Civil, et ceci, à compter du jour de la livraison et pendant la durée de garantie.

5. SAV

Le titulaire s'engage à fournir un descriptif du SAV (présentation, personnel support sur l'entretien de l'appareil, modalités de contact, délai d'intervention, déplacements.).

Variante libre (matériel non neuf) :

La variante doit porter sur l'acquisition d'un calorimètre isotherme non neuf (type matériel d'occasion ou de démonstration de moins de 2 ans de fonctionnement) et des accessoires.

La variante doit répondre aux mêmes spécifications techniques que l'offre de base.

Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultatives :

- PSE 1 : Un mélangeur interne motorisé (avec un système d'introduction des solutions in-situ, pour suivre la réaction dès le début du mélange) adapté aux ampoules plastiques.

CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de retenir ou non la PSE avant la notification du marché.

1.2 - Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification et prend fin à l'expiration du délai de garantie, lequel débute à compter de la date d'admission du matériel.

Le délai de livraison, d'installation et de mise en service du matériel est précisé dans l'offre du titulaire.

1.3 – Forme et nature du marché

Le présent marché est passé sous forme d'un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire.

Le présent contrat est un marché public de fournitures au sens de l'article L.1111-3 du Code.

1.4 – Décomposition en lots

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, et en l'absence de prestations distinctes, le présent marché n'est pas alloti.

1.5 – Sous-traitance

Conformément à l'article L. 2193-1 du Code, la sous-traitance n'est pas autorisée pour le présent marché de fournitures, à l'exception des prestations de livraison.

1.6 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.7 - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

- L'acte d'attribution valant engagement ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- L'annexe financière : la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services.

Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Les documents originaux détenus par CY Cergy Paris Université font seule foi. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Toute clause portée dans le catalogue, tarif ou document quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente qui seraient contraires aux dispositions du présent marché et à la réglementation des marchés publics ne sont pas applicables.

ARTICLE 3 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – ADMISSION

3.1 - Constatations de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées, lors de la réception des prestations, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

3.2 - Vérifications

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications techniques du marché.

A l'issue des opérations de vérification et après la mise en service, le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. (Cf. article 29 du CCAG fournitures courantes et services).

Passé le délai de quinze jours, la décision d'admission est réputée acquise.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

3.3 - Transfert de propriété

Conformément à l'article 31 du CCAG-FCS, le transfert de propriété des fournitures est réalisé par l'admission.

3.4 - Normes

Le vendeur est tenu de se conformer à toutes les normes françaises homologuées ou à leurs correspondances européennes en vigueur, concernant l'objet de l'achat, à la date où celui-ci est réalisé.

3.5 - Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation technique permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct de l'appareil.

Le titulaire s'engage également à fournir à la livraison une note technique détaillée de l'appareil rédigée en français.

Celles-ci sont fournies sans supplément de prix.

3.6 – Obligation de résultat

Le titulaire du marché s'engage à ce que les appareils fournis fonctionnent conformément aux exigences stipulées dans le marché par le pouvoir adjudicateur.

3.7 – Obligation de coopération

Le titulaire est tenu de collaborer avec le pouvoir adjudicateur s'il dispose de nouvelles informations relatives aux spécificités techniques, au fonctionnement et à la compatibilité de l'équipement fourni. Dans ce cas, il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur de façon à communiquer les informations dont il dispose.

ARTICLE 4 – PRIX ET RÈGLEMENT DES FACTURES

4.1 – Contenu des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché. Les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, seront à la charge exclusive du titulaire.

Les prix comprennent la fourniture et également les frais de livraison, d'installation et de mise en service du matériel sur site.

4.2 – Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'applique.

CCP - 2025CYCPU0F42. ACQUISITION D'UN CALORIMETRE ISOTHERME ET DES SERVICES ASSOCIES

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant initial du marché toutes taxes comprises peut être versée au titulaire.

4.3 – Retenue de garantie

Une retenue de garantie n'est pas prévue.

4.4 - Mode de règlement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, par virement au compte du titulaire.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements devront être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement, accompagné d'un RIB ou RIP.

4.5 - Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'Université de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

4.6 - Présentation des demandes de paiement

La facture sera établie, une fois le matériel livré, installé et admis.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Le SIRET de l'université.

Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter »

Pour déposer la facture relative aux terrains France et Royaume-Uni sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

ARTICLE 5 – PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

Lorsque le délai contractuel de livraison précisé dans l'offre technique ou dans le présent CCP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités dans les conditions suivantes : il sera appliqué au titulaire, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité journalière d'un montant égal à 500 € par jour calendaire de retard.

L'application des pénalités de retard ne libère pas le titulaire de ses obligations contractuelles.

Passé un délai de 30 jours calendaires de retard du fait du titulaire, CY Cergy Paris Université se donne la possibilité de recourir aux modalités de l'article 6 du présent CCP.

ARTICLE 6 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L.2141-1 et suivants du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du Travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Par ailleurs, en cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire. Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7 – LOI APPLICABLE ET LANGUE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 8 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

Il est possible de faire appel au comité consultatif national de règlement amiable pour résoudre les éventuels différends qui pourraient survenir au cours de l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 et suivants du Code.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des différends pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Chaque partie est responsable des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de ce partenariat notamment en ce qui concerne les données personnelles des participants, et déclare être en conformité avec le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS

L'article 1.6 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 5 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.